

# REPUBLIQUE FRANCAISE

-:-:-

## COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAINT-DIZIER DER ET BLAISE

-:-:-

### CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE

-:-:-

Le xx/xx/xxxx

Ont comparu :

- 1) la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier Der et Blaise, représentée par son Président, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté, en vertu d'une délibération du conseil d'agglomération en date du xx/xx/xxxx

ci-après dénommée « CASDDB »

**d'une part,**

- 2) Electricité De France (EDF), Société Anonyme au capital social de 924 433 331 (neuf cent vingt-quatre millions, quatre cent trente-trois mille trois cent trente et un euros), immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 552 081 317, dont le siège social est au 22-30 avenue de Wagram, 75008 Paris, représentée par Hubert Catalette, Directeur de l'Unité Technique Opérationnelle, à la Division Production Nucléaire,

ci-après dénommée « EDF »

**d'autre part,**

Lesquels ont exposé ce qui suit :

## EXPOSE

Dans le cadre de la réalisation d'une base de maintenance nucléaire, EDF acquiert à la CASDDB les parcelles cadastrées section ZD n°79, 81, 82, 84, 86, 88, 90 et 91 d'une superficie totale de 10 hectares situées à Saint-Dizier sis Parc d'Activités de Référence.

Dans le cadre du montage de ce projet, le groupe EDF a, par ailleurs, effectué une demande d'autorisation unique au titre des installations classées pour la protection de l'environnement comprenant une étude d'impact environnemental.

Cette étude d'impact environnemental a conclu que le terrain d'assiette du projet se situe en zone humide. L'étude a également mis en évidence la présence d'espèces végétales et animales protégées à divers niveaux de vigilance. L'étude prévoit, conformément à la réglementation applicable, de rechercher des mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts sur l'environnement. Au regard du projet, les mesures d'évitement et de réduction semblent limitées. Des mesures compensatoires ont donc été recherchées.

Le SDAGE Seine Normandie 2010/2015 (article 78), impose que : *« les mesures compensatoires doivent permettre d'obtenir un gain équivalent à la perte générée par les travaux en termes de biodiversité et de fonctions hydrauliques (rétention d'eau, soutien étiages, fonction épuration, etc.), en prévoyant l'aménagement et la pérennisation des zones humides encore fonctionnelles ou la création d'une zone humide équivalente sur le plan fonctionnel, d'une surface au moins égale à la surface dégradée, et en priorité sur la même masse d'eau »*. EDF, au titre des mesures compensatoires, envisage la création de 10 hectares de zone humide sur le même bassin versant, équivalente fonctionnellement aux espaces transformés.

Aussi il s'agit pour EDF de :

- garantir la maîtrise foncière du site compensé ;
- assurer la gestion et le suivi du site.

Dans ce contexte, EDF, maître d'ouvrage du projet, et la CASDDB, aménageur et promoteur du Parc de Référence, se sont accordées afin que le projet de mesures de compensation présenté dans la demande d'autorisation unique puisse se réaliser à proximité immédiate du site du projet. Il s'agit de mettre en place, sur un terrain propriété de la CASDDB, une convention d'occupation précaire au bénéfice d'EDF.

Ceci étant exposé, les parties ont convenu de ce qui suit :

## CONVENTION

### **Article 1 - Objet de la convention**

La CASDDB met temporairement à disposition d'EDF, qui l'accepte, aux fins et conditions décrites par la présente convention, une partie de son domaine privé, tel qu'identifié dans le plan joint en annexe 1.

### **Article 2 - Entrée en vigueur – Durée**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est consentie pour une durée de trente ans sous les conditions ci-dessous. La convention est renouvelable 2 fois, sur accord exprès des Parties.

### **Article 3 - Désignation des biens – Etat des lieux – Accès**

**3.1** La CASDDB met à la disposition d'EDF les parcelles cadastrées ZD 87 en partie (provenant de la division de la parcelle ZD 7), ZD 85 en partie (provenant de la division de la parcelle ZD 6) et ZD 9 en partie tel que représenté sur le plan ci-joint pour la réalisation des compensations sur une surface comprise entre 10 et 15 hectares, telle que fixée par la DREAL dans le cadre de l'instruction du dossier d'autorisation unique.

**3.2** EDF prend l'immeuble dans l'état où il se trouve. Un état des lieux contradictoire sera dressé avant la mise à disposition effective des parcelles.

**3.3** L'accès aux parcelles est réalisé depuis le chemin public communal de Bouton Perçin, situé au Nord des parcelles concernées, en lisère de la forêt domaniale de la Haie Renault, soit directement depuis le site de la base de maintenance, propriété d'EDF.

Toute dégradation du chemin communal causée par l'usage des parcelles par EDF pour la réalisation de l'activité telle que prévue à l'article 4 entraînera une réfection qui sera prise en charge par EDF en accord avec la commune.

**3.4** La CASDDB tiendra à la disposition d'EDF toutes les informations en sa possession concernant les Emprises au rang desquelles se trouvent notamment :

- des lignes électriques 63 kV aériennes traversant la parcelle selon le plan-ci-joint ;
- une canalisation de transport de gaz enterrée selon plan ci-joint.

EDF déclare faire son affaire personnelle de la présence de ces servitudes et s'oblige à les intégrer dans son projet de mesures compensatoires avec l'accord de leurs gestionnaires.

Elle s'engage également à informer les éventuels prestataires qui seraient amenés à intervenir sur les parcelles de la présence de ces servitudes et des mesures de sécurité à prendre.

EDF déclare également faire son affaire personnelle de tout problème survenant dans l'usage des sols relatifs à l'exploitation du site, concernant la prise en compte et la gestion de ces servitudes

#### **Article 4 - Désignation de l'activité**

La présente convention est autorisée exclusivement dans le cadre de la mise en œuvre des mesures compensatoires relatives au projet de réalisation de la base de maintenance nucléaire, pour lequel EDF s'engage à :

- créer 10 à 15 hectares de zone humide, d'une surface qui sera fixée en accord avec les autorités environnementales et fonctionnellement équivalente à la zone détruite ;
- assurer la gestion et le suivi de la zone compensée.

Ces missions peuvent être confiées à un prestataire.

EDF s'engage à mettre en place le génie écologique nécessaire, selon les dispositions légales en vigueur. La CASDDB se réserve le droit d'en contrôler la bonne mise en œuvre, conformément aux avis de l'autorité environnementale. A cet effet, EDF lui transmettra les justificatifs nécessaires sur simple demande de sa part.

Le non-respect de ces dispositions pourra constituer un motif de résiliation anticipée de la convention, dans le respect des préavis visés à l'article 8.

#### **Article 5 - Conditions financières**

La présente convention est consentie à titre gratuit.

#### **Article 6 - Caractère personnel de l'occupation**

La présente convention est accordée à titre strictement personnel.

Elle ne pourra faire l'objet ni de cession, ni de sous-location ou de prêt sous quelque forme que ce soit.

#### **Article 7 - Responsabilités – Assurances**

**7.1** EDF est seule responsable de tous les dommages, corporels, matériels et immatériels, directs ou indirects, causés aux personnes et aux biens pouvant résulter de la mise en œuvre de l'activité telle que décrite à l'article 4.

**7.2** De son côté, la CASDDB demeure responsable de tous les dommages corporels, matériels et immatériels, directs ou indirects, causés aux personnes et aux biens, ne résultant pas de la mise en œuvre du projet par EDF.

**7.3** EDF s'engage à souscrire et à maintenir à ses frais et pendant toute la durée de la convention une police d'assurance garantissant tous les risques pouvant résulter de l'occupation ou celle de ses prestataires, ainsi que le recours des tiers. Elle devra produire cette police d'assurance auprès de la CASDDB et justifier du paiement régulier des primes et cotisations à toute réquisition.

#### **Article 8 - Suspension – Résiliation**

**8.1** En cas de manquement grave d'EDF aux dispositions de la présente convention et sauf cas de force majeure, la CASDDB peut prononcer la résiliation de la convention, en respectant un préavis de six (6) mois. Cette résiliation doit être précédée d'une mise en demeure, dûment motivée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à EDF. La résiliation sera prononcée par la CASDDB si la mise en demeure est restée sans effet à l'expiration de deux (2) mois à compter de sa notification. EDF devra alors prendre ses dispositions pour libérer les lieux dans le délai fixé par la CASDDB.

En raison de son caractère précaire, la présente convention d'occupation ne confère à EDF, qui le reconnaît expressément, aucun droit au maintien dans les lieux, aucun droit au renouvellement et aucun des droits ou avantages reconnus au locataire d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal ou à usage agricole.

**8.2** La convention pourra être résiliée par EDF, dans le cas où elle n'aurait pas obtenu les autorisations administratives définitives et purgées de tous recours nécessaires à la réalisation de la base de maintenance nucléaire, ou à la mise en œuvre des mesures compensatoires sur les parcelles désignées à l'article 3 de la présente convention.

En cas de cessation de l'exploitation de la base de maintenance nucléaire, la présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, à la date de fin de remise en état du site de la base de maintenance nucléaire.

### **Article 9 - Sort des biens en fin de convention**

A la fin de la convention, par arrivée du terme ou retrait, la CASDDB prendra la libre disposition des biens sans qu'EDF puisse prétendre à une quelconque indemnité pour quelque cause que ce soit.

EDF reconnaît expressément le caractère précaire de l'occupation sollicitée et s'engage à libérer les lieux, sans indemnité.

A l'issue de la convention, EDF fournira l'ensemble des documents techniques et administratifs relatifs à la mise en œuvre, la gestion et le suivi de ces espaces à la CASDDB.

EDF et la CASDDB conviennent de se rencontrer dans les six (6) mois précédant le terme de la convention afin de convenir d'un projet de restitution des lieux sur la base d'une proposition établie par EDF. Ce projet de restitution devra recevoir l'accord de la CASDDB.

### **Article 10 - Enregistrement – Timbre**

La présente convention est dispensée de la formalité de l'enregistrement et du timbre.

### **Article 11 - Election de domicile**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile :

- les représentants de la CASDDB, à l'Hôtel de Ville de Saint-Dizier,
- EDF, à son siège social.

Toutes les significations, notifications, citations, commandements et les documents de toute nature seront adressés à :

- Pour EDF : au directeur de l'Unité Technique Opérationnelle, signataire de la présente convention ;
- Pour la CASDDB : à son Président

**Article 12 - Litiges – Droit applicable**

La convention est soumise au droit français.

Les litiges nés de la formation, la validité, l'interprétation ou l'application de la convention seront réglés prioritairement à l'amiable dans le cadre d'une tentative de conciliation.

En cas d'échec de la conciliation, il est rappelé que le Tribunal compétent est le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

La minute du présent acte sera déposée aux archives de la CASDDB.

Toutes les stipulations du présent acte ont été convenues et arrêtées par les parties contractantes qui affirment en avoir eu lecture.

Fait et passé à SAINT-DIZIER, en l'Hôtel de Ville, à la date indiquée ci-dessus.

EDF,

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SAINT-DIZIER DER ET BLAISE